

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18174 - 71ÈME ANNÉE

Nouvelle mobilisation à l'Etang Salé

La bataille continue contre la carrière de Bois-Blanc

L'arrêt du Conseil d'État favorable aux partisans du projet de route en mer n'a pas découragé les opposants à la carrière de Bois-Blanc. Ils étaient nombreux à se succéder hier à l'Etang-Salé, lors d'une fête de la musique placée sous le signe de la résistance.



Une partie des participants au kabar d'hier à l'Etang Salé.

Vendredi, le Conseil d'État s'est prononcé pour le maintien du nouveau plan départemental des carrières. Il a basé sa décision sur un vice de forme dans le recours. Cette décision donne satisfaction aux partisans de la route en mer voulue par Didier Robert. Elle place aussi le président de Région au pied du mur : respectera-t-il sa parole ? La semaine dernière, il avait reçu le collectif

Touche pas nout roche. Sous la pression du succès de la mobilisation du 7 juin, et avec à l'horizon une décision du Conseil d'État qui ne s'annonçait pas favorable, Didier Robert avait cherché à manoeuvrer. Il avait dit qu'il était pour la suspension du nouveau plan des carrières. C'est cet arrêté préfectoral qui rend possible l'exploitation de la carrière de Bois-Blanc.

Hier à l'Etang-Salé, le collectif

Touche pas nout roche avait prévu un nouveau temps fort de la mobilisation, à l'occasion de la fête de la musique.

Un nombreux public a répondu présent pour une manifestation qui a duré la journée sur la plage. Plusieurs groupes ont joué, Danyel Waro et ses dalons, À gauche du ponton, El Melagouach, We Believe In Dub et Julien Courtois.

Outre la musique, le lieu était pro-

pice au partage du pique-nique dominical.

Les discours ont rappelé la détermination à continuer la lutte pour la protection de l'environnement. La

bataille continue contre le pillage des roches, disaient en substance les orateurs.

Comme lors de la chaîne humaine du 7 juin, plusieurs sections du Par-

ti communiste réunionnais ont apporté leur soutien à la mobilisation, ainsi qu'une délégation de la direction du PCR.



Danyel Waro en concert pour le Kabar contre l'ouverture de la carrière de Bois Blanc. (phoyo Reneza - CC-BY-SA-4.0)

Nos peines

Décès de François Delapierre : condoléances du PCR

Voici le message de condoléances du Parti communiste réunionnais suite à la disparition de François Delapierre, secrétaire général du Parti de Gauche, survenu ce 20 juin.

Le Parti communiste réunionnais a appris aujourd'hui (samedi - NDLR) avec tristesse le décès de François Delapierre, secrétaire général du Parti de Gauche, survenu ce 20 juin en France. François Delapierre était venu plusieurs fois à La Réunion au sein de délégations du Parti de Gauche et du Front de Gauche. Il était un ami des communistes réunionnais, avec qui il a eu plusieurs rencontres à La Réunion et en France.

Il était dans notre île en 2011 pour rencontrer des dockers, des planteurs et des jeunes et participer à un grand meeting à La Possession aux côtés de notre regretté camarade Roland Robert, de Paul Vergès, et de Jean-Luc Mélenchon notam-

ment.

L'année suivante lors de la campagne de la présidentielle, il était sur le pont pour contribuer à la réussite du meeting réunionnais du candidat du Front de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, à la Halle des manifestations du Port en mars 2012.

Avec la disparition de François Delapierre, le peuple réunionnais perd un ami.

À sa famille, à ses proches, à ses amis et à ses camarades du Parti de Gauche, le Parti communiste réunionnais fait part de ses sincères condoléances.



François Delapierre.

Le Port, le 20 juin 2015

Pour le PCR,
Yvan Dejean, secrétaire général

Edito

L'Église dans son siècle ?

A cinq mois de la conférence de Paris sur le climat, deux informations viennent rappeler l'importance du rendez-vous.

La première vient des États-Unis. La NOAA, administration des États-Unis chargée de l'observation de l'atmosphère affirme que le mois de mai qui vient de s'achever est le plus chaud jamais mesuré.

La seconde émane du Vatican. Le chef de l'Église catholique a publié jeudi une encyclique qui traite du changement climatique et de la pauvreté. Il pointe du doigt la responsabilité des êtres humains dans la catastrophe environnementale actuelle, ainsi que ses effets sociaux.

« L'humanité est appelée à prendre conscience de la nécessité de réaliser des changements de style de vie, de production et de consommation, pour combattre ce réchauffement ou, tout au moins, les causes humaines qui le provoquent ou l'accroissent », écrit le pape François. « De nombreuses études scientifiques signalent que la plus grande partie du réchauffement global des dernières décennies est due à la grande concentration de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, oxyde de nitrogène et autres) émis surtout à cause de l'activité humaine ».

Et d'énumérer une conséquence : « l'élévation du niveau de la mer, par exemple, peut créer des situations d'une extrême gravité si on tient compte du fait que le quart de la population mondiale vit au bord de la mer ou très proche, et

que la plupart des mégapoles sont situées en zones côtières ».

Et de présenter une conclusion : « le changement climatique est un problème global aux graves répercussions environnementales, sociales, économiques, distributives ainsi que politiques, et constitue l'un des principaux défis actuels pour l'humanité. Les pires conséquences retomberont probablement au cours des prochaines décennies sur les pays en développement ».

Le pape rappelle les responsabilités et les victimes. L'annonce du NOAA confirme que le chef d'État du Vatican veut placer son église dans son siècle.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Réunion extraordinaire aujourd'hui à Bruxelles

Le gouvernement grec veut respecter la parole donnée à son peuple

La Grèce va-t-elle abandonner l'euro ? Cette question est constamment répétée depuis des semaines car le gouvernement grec veut respecter la parole que Syriza a donnée au peuple grec qui l'a élu. C'est pourquoi il préfère payer les retraites plutôt que de rembourser un emprunt qui a servi à renflouer les banques. Aujourd'hui a lieu une importante réunion à ce sujet. Dans un article publié hier, l'Humanité rappelle la position du gouvernement grec.

La chancelière allemande Angela Merkel devra faire un « choix difficile », lundi à Bruxelles, lors du sommet extraordinaire de la zone euro, souligne le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis dans un entretien publié samedi dans la presse allemande, laissant entendre que la balle est dans le camp de Berlin.

Alors que les responsables européens assurent que la balle est dans le camp d'Athènes avant le rendez-vous crucial à Bruxelles lundi lors du sommet européen, Yanis Varoufakis appelle la dirigeante allemande, en première ligne dans les négociations, à prendre ses responsabilités. Dans un entretien publié samedi dans le journal allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), le ministre grec des Finances laisse entendre que la balle est dans le camp de Berlin.

« Lundi, la chancelière allemande se-

ra face à un choix difficile : conclure un accord honorable avec un gouvernement qui s'oppose au "renflouement" et recherche une solution négociée qui mette fin une fois pour toute à la crise grecque, ou prêter l'oreille aux sirènes qui, au sein de son gouvernement, l'encouragent à passer par dessus bord le seul gouvernement grec ayant des principes et qui puisse conduire le peuple grec sur la voie de véritables réformes. « Ce choix, j'en ai bien peur, c'est à elle de le faire. »

Le gouvernement d'Alexis Tsipras estime avoir déjà fait de nombreuses concessions et présenté un catalogue cohérent de réduction des dépenses, hausse des recettes et réformes structurelles, mais un proche du Premier ministre n'a pas exclu samedi de nouveaux ajustements, après une semaine où les épargnants grecs ont accéléré leurs

retraits bancaires. « Nous allons tenter de compléter notre proposition pour nous rapprocher d'une solution », a déclaré sur la chaîne Mega le ministre d'Etat Alekos Flambouraris. « Quelques concessions » sont encore possibles si deux conditions "indispensables" sont acceptées par les créanciers : « un assouplissement budgétaire » et une restructuration de la dette.

« Nous de notre côté, viendrons à Bruxelles avec l'intention de parvenir à un nouveau compromis, tant que l'on ne nous demande pas de faire ce qu'ont fait les gouvernements précédents : accepter des nouvelles dettes à des conditions qui laissent peu d'espoir que la Grèce remboursera », ajoute Yanis Varoufakis, sans préciser les points de compromis possibles.

Les Européens ont donné l'argent aux responsables de la crise

Une dette illégitime

Eric Toussaint est un économiste chargé de la coordination de la Commission d'audit sur la vérité de la dette grecque. Dans un entretien à nos confrères de l'Humanité, il revient sur les origines de la crise. Voici un extrait :

Pour dresser ce rapport, nous nous sommes penchés sur les prêts consentis par les 14 États membres de la zone euro, qui s'élevaient à 53 milliards d'euros, le prêt débloqué par le Fonds européen de stabilité financière, de l'ordre de 130 milliards, les 27 milliards de titres détenus par la Banque centrale européenne (BCE) et les prêts octroyés par le FMI à hauteur de 27 ou 28 milliards. Nous avons analysé en priorité les dettes réclamées par les institutions que je viens de citer

pour voir si l'on peut les considérer comme illégitimes, illégales ou insoutenables. Les résultats de nos investigations nous permettent de répondre clairement que c'est le cas.

Ces dettes n'ont absolument pas bénéficié à la Grèce. Elles ont été en réalité octroyées pour favoriser les grandes banques privées, notamment françaises et allemandes, lesquelles étaient les principales créancières jusqu'au début de 2010. Nous estimons qu'une dette est illégitime dans la mesure où elle est ac-

cumulée sans respecter l'intérêt général, mais pour favoriser une minorité privilégiée. Les montants qui ont été octroyés par les 14 États membres de la zone euro, dont la France (10 milliards), ne sont pas arrivés dans les caisses de l'État grec, ils n'ont pas servi à payer des retraites ou des salaires de fonctionnaires, à faire fonctionner des hôpitaux ou à maintenir en état des infrastructures, mais à remplir les coffres des banques, lesquelles étaient par ailleurs à l'origine de la crise.



La semaine de Alon Kozé

Lundi : revue d'actualité avec Manu

Mardi : Swami Advayananda Sarasvati, Responsable de l'ArshaVidya Ashram

Mercredi : Interview en direct de Pierre Vergès

Jeudi : Alon Kozé

Vendredi : Escale à Saint-André

Mardi, mercredi et jeudi, les auditeurs peuvent interroger et dialoguer avec l'invité au

0262 30 00 30

Fréquences

Le Tampon, Etang-Salé, Saint-Louis, Saint-Pierre, le Tampon, la Plaine des Cafres : 99,8 Mhz

Saint-Paul : 98,5 Mhz

Le Port : 99,2 Mhz

Trois-Bassins : 99,2 Mhz

Saint-André : 98,1 Mhz

Saint-Philippe : 101,6 Mhz

Cilaos : 97,6 Mhz

Plaine-des-Palmistes : 92,1 Mhz

Saint-Denis : 98,4 Mhz

Saint-Joseph : 99,6 Mhz

Sainte-Rose : 100,4 Mhz

Salazie : 92,1 Mhz

Oté

Di pa moin ou i s'anfoutsa... royalman !

Madame Ségolène, moin la toujours pansé ou sé in défansèz la natir épi l'vironeman. La pa arienk zordi mi pans sa, mé dopi in bon koup de tan... Dopi kan ? Dopi ké pou pran la défans in pti batrasienn rien ditou, dann lo maré pontin, ou la rotard près dizan la konstriksyon d'in l'otorout. Moin la di dann mon kèr : « Ala in madam i plézant pa avèk la défans l'vironeman ! »

Donk kan la nonm aou minis l'ékolozi, moin la pans ou té i sava rant dann lo promyé l'aviyon, diréksyon l'oséan indien, diréksyon La Rényon pou oir par ou mèm lo trikmardaz lé apré fé avèk nout l'vironeman a nou. Pars lé bien vré : l'vironeman dan La Frans, dann l'afrik é mèm La Rényon sa sé l'vironeman lé z'om, donk i doizète défandi bèk é zong. Solman oïla, pé sfer mi tronp, pés fer l'vironeman in koloni lé pa osi inportan ké sète la mèr patri. Pé sfer !

Pars bann zorganis réponsab, sète isi konm sète la-ba dan La Frans la domann pa fé so rout an mèr é lo gouvèrman la pans té i falé pa fé in kont èk sa. Konm té avan ké ou la rant minis, moin la pans ou téi sava bate lo poin dsi la tab. Ala ké ou la pa bate lo poin ditou. Poitan ou té in éro pou défann lo pti batrasien out réjyon la-ba. Kaziman in zane d'arc la natir !

Mi pans ou i koné so NRL i sava défigir la Rényon, la tèr konm la mèr. Ou la tandi parlé lo bébé lagon lé latanyé ? Inn boté mi di aou, mé inn boté dann danzé. Danzé dé mor ! Alor sa i vo pa in voyaz ? Sa i vo pa in pti plonjé dann l'oséan ? Pa ditou.

Ségolène di pa moin ou i s'anfoutsa kant mèm ! Moin sar désu, vèy pa koman. Di pa moin ou i s'anfoutsa. Royalman !

Justin

« Donn in pyé, i pran in karo ! » - In kozman pou la rout

Mi pans, konm moin, zot la fini antann kozman-la... pa arienk in foi, sanm pou moin ? Dabor nana son sans prop : propriètèr la di aou arash i pyé magnoc. Ala pa k'ou i arash tout lo karo pou ou ! Sa lé pa a fèr sa ! Nana osi lo sans figiré : i donna ou in l'otoeizasyon, ala ké ou i dépass lo l'otorizasyon. In légzanp : i donn aou in pèrmi pou fé in pti l'imèb kat apartman, ala ké ou i fé lodoub san domann modifyé out pèrmi. Donk i donna ou in pyé ou ipran in karo ! Kosa zot i anpas de sa ? Arien ditou ? fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! zot va oir ké rant-rant ni tonm souvan dé foi in pédakor rantre nou.